

Abrogation de la loi Taubira : après le revirement de Sarkozy, quelle force de rétorsion la Manif pour tous est-elle capable d'aligner ?



Si Nicolas Sarkozy annonce dans son prochain livre ne pas vouloir revenir sur la loi Taubira sur le mariage homosexuel, il aurait tout à gagner à ne pas sous-estimer le poids du mouvement social La Manif Pour Tous, fortement mobilisé contre cette loi.

Avec Roland
Hureaux

Atlantico : Nicolas Sarkozy annonce dans son prochain livre ne pas être favorable à un retour sur la loi sur le mariage homosexuel. Ne risque-t-il pas, avec cette posture, de se mettre à dos la partie conservatrice de l'électorat de droite ?

Roland Hureaux : Je ne crois pas que ce soit une question d'électorat : même si les foules qui ont manifesté contre la loi Taubira étaient nombreuses, ceux qui se détermineront uniquement sur ce sujet le sont moins. Mais parmi eux se trouvent beaucoup de militants, pour ne pas dire d'activistes, dont certains étaient entrés à l'UMP sous le label de Sens commun. D'autres y sont sous celui du Parti démocrate-chrétien. Un sondage fait à l'automne dernier avait montré que l'opinion n'était pas aussi fermée que certains le pensent à la remise en cause de la loi Taubira : seuls 46% souhaitaient la conserver telle quelle, 22% voulaient l'abroger, et 32% des Français se prononçaient pour une "réécriture dans le sens d'une union civile en mairie pour les couples homosexuels". Si on ne considère que les électeurs de droite, une large majorité souhaite aujourd'hui une réécriture (40%) ou une abrogation (36%), soit 76% d'hostiles au maintien en l'état.

Il y a aussi, par-delà la question propre du mariage des homosexuels, l'image que va donner Nicolas Sarkozy en prenant cette position : celle d'un homme qui ne tient pas parole, ou pire encore celle d'un homme qui se "dégonfle" devant le "politiquement correct", qui rentre dans le rang en quelque sorte. Les gens de la *Manif pour tous* ne sont pas les derniers ces jours-ci à répandre cette opinion. On peut d'ailleurs regretter que le buzz fait autour de cette question ait un peu brouillé la sortie d'un livre qui contient par ailleurs d'excellentes choses. Mais n'était-ce pas prévisible ? Or, rien n'obligeait Nicolas Sarkozy (à moins qu'il n'ait fait l'objet d'un chantage de certaines forces) de parler de cela dans son livre.

Je récusé par ailleurs l'expression "la partie la plus conservatrice de l'électorat de droite". Il est vrai qu'on ne sait plus très bien ce que des mots comme "conservateur" veulent dire aujourd'hui. Mais si vous entendez la partie la plus à droite de l'électorat, non : les gens qui ont manifesté en 2012-2013 sous la bannière de La Manif pour tous votent plutôt "Républicain" que Front national. Parlez-en à Frigide Barjot.

Quel est le réel poids électoral d'un mouvement comme la Manif Pour Tous, qui a fait de la lutte contre la loi Taubira son cheval de bataille ?

Les hommes politiques de droite ont tendance à penser que c'est une quantité négligeable. Ou alors ils disent que se mettre à dos les gens de cette sensibilité n'a pas d'importance puisque de toutes façons ils leur reviendront, n'ayant pas le choix au second tour. **Ils auraient pourtant dû être attentifs à certains épisodes électoraux qui montrent que La Manif pour tous pèse plus qu'ils ne le pensent.** Les échecs à la mairie de Strasbourg de la sénatrice UMP Fabienne Keller qui avait voté, on se demande pourquoi, la loi Taubira ou, à la mairie de Paris, celui de Nathalie Kosciusko-Morizet, dont la simple abstention avait choqué beaucoup d'électeurs de la droite parisienne, ne sont certainement pas étrangers à leurs prises de position.

Le sénateur Jean-Pierre Michel (PS), un des plus ardents promoteurs du mariage homosexuel - et fondateur du Syndicat de la magistrature, ce qui n'arrange rien - a perdu son siège en 2014 quand les maires ruraux de la Haute-Saône ont appris ce que leur élu faisait de son mandat.

Aux dernières régionales, La Manif pour tous a encore frappé. La liste UMP qui a fait le plus faible score, la seule en-dessous de 20% au premier tour, est celle qu'a conduite en Midi-Pyrénées Dominique Reynié, président de la Fondation pour l'innovation politique, professeur à Sciences Po Paris et ardent promoteur du mariage homosexuel et même de la gestation pour autrui. Il eut beau, pour se défendre, prendre des représentants de LMPT sur sa liste, personne ne fut dupe.

Dans ces affaires, il ne faut pas voir seulement l'effet du nombre. Les gens qui ont milité dans La Manif pour tous, même si certains les jugent ringards, ont généralement une intense vie sociale : dans les paroisses, les associations de parents d'élèves, voire les partis politiques ou tout simplement dans les dîners en ville. Bref, ils causent. Ils ne disent pas nécessairement : *"je suis contre Untel parce qu'il a voté pour La loi Taubira ou qu'il s'est abstenu, ou qu'il ne l'abrogera pas"*. Eux aussi font attention à rester politiquement corrects. Mais ils le critiqueront sur d'autres plans, ils répandront ce qui est pire que l'opposition franche, un climat de scepticisme, en tout cas ils ne militeront pas activement pour lui. Or, à quoi sert de voter pour X quand on en a dit du mal chez le boulanger pendant des mois ? Dans le résultat final, il faut faire la part de ce genre de dénigrement au quotidien dans les mois qui précèdent le vote. Le résultat, c'est une campagne plombée : on a pu voir ça avec Nathalie Kosciusko-Morizet à Paris ou Dominique Reynié à Toulouse. Leur campagne démarrait mal, comme si les candidats avaient des semelles de plomb. Valérie Pécresse, elle, a évité cet écueil en votant contre la loi Taubira : heureusement, sinon je pense qu'elle n'aurait pas été élue à la région Île-de-France.

Il est important de prendre en compte ces facteurs invisibles qui font qu'une campagne électorale prend ou ne prend pas. Et je pense qu'en l'espèce, **La Manif pour tous a joué et peut encore jouer un rôle très important pour soutenir ou au contraire plomber un candidat.**

Dans la primaire de droite, certains opposants au mariage homosexuel pourraient même préférer Juppé qui lui, ne leur a pas donné de faux espoirs. A moins qu'ils n'obliquent vers le FN, ce qui n'était pas forcément écrit à l'avance.

Nicolas Sarkozy perd aussi de vue une donnée de marketing commercial : il faut se différencier. En s'alignant, sur ce sujet très dramatisé, sur Juppé, Le Maire, Kosciusko-Morizet et peut-être Fillon, quoique ce dernier ne se soit pas prononcé, il aura plus de mal à se distinguer d'eux, d'autant que les programmes économiques des uns et des autres vont nécessairement se ressembler.

Pourquoi le mariage homosexuel, que l'on peut juger être un enjeu mineur, est-il un sujet qui fait la différence ? Parce qu'il suppose une transgression : vouloir réviser la loi Taubira, c'est être politiquement incorrect vis-à-vis de la force idéologique dominante. Une idéologie portée par les médias qui en ont fait un enjeu sacré au sens religieux du terme, ce qui n'est pas le cas par exemple d'un taux de TVA. Or, c'est très difficile d'être transgressif. Où voulez-vous que la droite le soit ? Sur le programme économique ? Mais, jour après jour, Macron se positionne comme le champion d'un libéralisme bon chic bon genre. Sur la lutte antiterroriste ? Mais ce terrain-là aussi, Valls l'a préempté. Se contenter de dire que nous ferons la même chose mais en mieux, c'est un peu court.

Je vois bien ce qui a pu se passer. Les conseillers en communication divers et variés qui entourent les grands candidats vivent tous en osmose avec les grands médias. Ils ont dit à leurs patrons (et même à Marine Le Pen, on dit cela) : *"si vous parlez de réviser la loi Taubira, ce sera une grande maladresse ; vous vous mettez tout le milieu médiatique à dos. Surtout, dites que vous ne reviendrez pas dessus"*. Quand vous êtes dans ce milieu, il y a une sorte d'évidence : il ne faut pas revenir dessus sous peine de se ringardiser, d'être un rétrograde, de sortir de l'histoire.

Mais il ne faut pas oublier que dans l'autre camp, pas seulement les catholiques, mais aussi les musulmans, les classes populaires sans attache religieuse et éloignées du milieu bobo (les anciens communistes par exemple), il y a une évidence inverse : marier les homosexuels est complètement absurde ! Entre les deux camps, pas de moyen terme possible : il faut choisir et le choix est difficile. Si on va contre la médiasphère (ou bobosphère), il y a le risque d'attaques véhémentes, ou de marginalisation, mais tous ceux qui n'aiment pas cette sphère, et ils sont nombreux, iront au contraire vers ceux qu'elle attaquera : c'est un peu ce qu'il se passe avec le FN. Or, c'est en définitive le peuple qui vote.

La Manif Pour Tous, si elle n'est pas entendue comme elle le souhaiterait, peut-elle avoir un vrai pouvoir de nuisance sur la droite et Nicolas Sarkozy ?

J'y ai déjà partiellement répondu, la réponse est "oui", mais pas spécialement sur Nicolas Sarkozy.

Pourquoi est-ce une erreur, selon vous, de ne pas vouloir revenir sur la loi Taubira ?

Pour plusieurs raisons. La première est celle d'une certaine logique historique. La loi Taubira fut la réforme emblématique de la présidence Hollande. La Manif pour tous fut le plus grand mouvement social qui s'y opposa et s'opposa donc au gouvernement Hollande. Ce fut aussi dans l'histoire de France et avant "Charlie" (dont personne n'a vraiment compté les effectifs), les manifestations les plus nombreuses de toute notre histoire.

Alors faire comme si ce mouvement n'avait jamais existé, s'asseoir sur la sensibilité qu'il représente, c'est, avouons-le, quand on est de droite, ne pas faire preuve d'une grande intelligence historique. En politique, il ne faut certes pas être superstitieux : on ne dira donc pas que cet aveuglement portera malheur. Mais le manque d'intelligence, lui, porte rarement chance.

Parmi les raisons invoquées pour se justifier par Sarkozy mais aussi Juppé ou Le Maire, il y a *"qu'il ne faut pas diviser les Français"* en

tendant de revenir sur la loi Taubira. Louable scrupule. Mais les socialistes ont-ils eu ce scrupule quand ils ont imposé cette loi à une opinion globalement réticente (ou en tout cas pas aussi unanime qu'il aurait fallu pour une réforme sociétale de cette importance) ? Or, en politique, ce ne sont pas toujours les plus scrupuleux qui gagnent ! Les uns respectaient leurs troupes, les autres ne les respectent pas.

Je veux bien que la réunion de Sens commun à laquelle Sarkozy a participé lui ait paru tempétueuse : certains candidats favorables au maintien de la loi ont bravé, assez crânement d'ailleurs, une foule hostile au mariage homosexuel et ça ne s'est pas très bien passé ; mais que se serait-il passé si Ludovine de la Rochère était allée parler devant une foule socialiste ? Sarkozy croit-il que là, cela aurait été consensuel ? Le sectarisme n'est pas d'un seul côté, et il le sait mieux que personne : la politique c'est d'abord l'affrontement.

Dernier point : le débat n'est pas seulement électoraliste, il est aussi philosophique. Ceux qui pensent qu'il ne faut pas revenir sur la loi Taubira se réfèrent implicitement à la théorie du sens de l'histoire. Essayer de revenir sur le mariage homosexuel, ce serait aller contre le sens de l'histoire, ce serait être réactionnaire, rétrograde. C'est ce que dit la gauche. Mais quel mauvais rôle joue dans ce cas la droite, réduite qu'elle est à n'être que le mauvais coucheur qui dit non, non, non, et qui finalement dit oui... Quelle crédibilité lui reste-t-il ?

A ce jeu, la droite ne peut être que perdante : l'idée d'un sens de l'histoire est inséparable de l'idéologie. Or aujourd'hui, la gauche est presque entièrement idéologique (sur tous les sujets, par exemple les méthodes pédagogiques absurdes auxquelles elle s'accroche). Se rallier à ce qu'on dit être le sens de l'histoire, c'est, de fait, se rallier à la gauche. Si la droite fait cela, elle ne perd pas seulement sa crédibilité, elle perd, de fait, son utilité.

Mais ce sens de l'histoire est lui-même problématique. Il va de pair depuis deux siècles avec la science et la technique qui, elles, progressent vraiment. La République elle-même était inséparable de la science. La science, la vraie science, a toujours eu partie liée avec la République, la vraie république. C'est parce qu'ils pensaient, à tort ou à raison, que l'Eglise pouvait faire obstacle à l'enseignement de la science à l'école, et donc mettre le pays en retard par rapport à la Prusse, que Jules Ferry et les siens s'évertuèrent à lui enlever tout pouvoir sur l'enseignement. Pour eux, Science et République, c'était tout un.

Or, de quelque manière que l'on considère la question du mariage homosexuel, la République ne saurait accepter dans son ordre juridique une loi qui confère une valeur officielle à une théorie scientifiquement fautive. La loi Taubira est bien plus qu'une cérémonie en mairie ou l'instauration de nouveaux droits à l'usage des homosexuels. A chacune de ses lignes, elle pose en dogme officiel la théorie du genre.

Cette théorie n'est pas scientifique. Les études menées à Cambridge et ailleurs ont montré qu'il était erroné de penser que la différence somatique de l'homme et de la femme n'avait aucune conséquence sur leur psychisme. Comment en serait-il autrement à moins de revenir aux vieilles gnosés qui instauraient une césure radicale de l'âme et du corps ? Fonder une loi de la République sur la théorie du genre, c'est comme si on fondait une loi sur l'astrologie ou sur le créationnisme. Il y a un précédent, mais c'était au temps de Staline : la théorie de l'hérédité des caractères acquis, contredite déjà à l'époque par toute la communauté scientifique, avait été imposée par le pouvoir soviétique, par le canal de deux biologistes complaisants (ou terrorisés) : Lyssenko et Mitchourine. Quoique fautive, on la jugeait seule compatible avec le marxisme. Mais il y a une différence entre les vraies théories scientifiques comme la relativité ou la théorie quantique qui ont représenté un vrai progrès, et des théories comme le marxisme, la biologie de Lyssenko ou encore les théories raciales des nazis, c'est que celles-ci sont de la fautive science (la fautive science, c'est l'idéologie) et qu'un jour, on s'en aperçoit et on revient dessus. Je crois que la théorie du genre appartient à cette seconde catégorie, ce que les chefs de l'UMP devraient voir s'ils avaient un peu de hauteur de vue.

Hayek a dit : *"en manière d'évolution sociale, il n'y a d'inévitable que les choses qu'on pense être inévitable"*.